VOEU DU CONSEIL MUNICIPAL COMMUNE DE FAUGERES

SEANCE DU 1^{ER} MARS 2011

L'an 2011 et le 1^{er} mars à 20h30, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. PALADEL Christian, Maire.

Présents : PALADEL Christian, PASCAL Jean, OZIOL Marie-Thérèse, TALAGRAND Eric, AUDIBERT Odile, BLACHERE Marie-Louise, BOYER Paul, DESCHANEL André, GUARNER Marie-France, POUDEVIGNE Danielle.

Excusés :

Absents : LEYDIER Henri

Secrétaire de séance : PASCAL Jean.

Objet : REFUS EXPLORATION GAZ DE SCHISTE

En date du 1^{er} mars 2010, un arrêté ministériel a accordé un permis exclusif de recherche de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux (dit gaz de schiste) sur un secteur intitulé « Villeneuve de Berg », dans lequel se trouve intégré la commune de Faugères. Le maire indique que, selon lui, ce projet, s'il allait à son terme, est susceptible d'engendrer des conséquences environnementales, économiques et sociétales.

Au titre des ressources naturelles, en cas d'application de la technique de fracturation hydraulique, la ressource en eau serait menacée, alors que la région connaît déjà des périodes d'étiages sévères se traduisant régulièrement par des arrêtés préfectoraux de limitation des consommations. D'autre part, nul ne sait ce qu'il adviendrait de l'eau potentiellement utilisée par des forages, susceptible de contenir divers composants chimiques, d'où risque de pollution.

Au titre des paysages, les infrastructures nécessaires à une telle exploitation peuvent avoir un impact fort sur leur qualité, tant au niveau des sites de forages potentiels que des transports nombreux pour la mise en œuvre de telles exploitations.

Au titre de l'image de marque du département, l'Ardèche est reconnue pour ses filières économiques locales de qualité (produits agricoles, eaux minérales...) qui ne peuvent perdurer que sur un terroir préservé. L'image d'un territoire à forte valeur environnementale se trouverait ainsi menacée, et au-delà son attractivité touristique.

Au vu de cet ensemble de risques, le maire invite le conseil municipal à s'exprimer notamment au niveau des craintes sur les conséquences sociales, économiques et environnementales.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité de ses membres (2 abstentions) :

- Manifeste son inquiétude face à toute prospection ou exploitation minière qui pourrait porter atteinte au territoire et à son environnement ;
- Demande l'engagement d'une large concertation par l'Etat auprès des collectivités locales et des habitants ;
- Prend acte de la création d'une mission sur les enjeux environnementaux de l'exploitation des gaz de schiste, initiée par le gouvernement français.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire